

# 8 MARS : l'escalade de violences physiques et sexuelles

vendredi 4 mars 2022  
Gard Réveil du Midi



Béatrice Bertrand lors de sa remise de la légion d'honneur en décembre dernier au ministère des Droits des femmes  
**CIDFF**

**Le 8 mars est une journée d'action, de sensibilisation et de mobilisation dédiée à la lutte pour les droits des femmes, l'égalité et la justice. Dans le contexte actuel, Béatrice Bertrand, directrice du CIDFF, le craint : «ce sont encore les femmes qui seront les plus touchées».**

8 mars, la date fâche parce qu'elle ne devrait pas exister, mais elle compte, particulièrement en matière de violences faites aux femmes. B. Bertrand, directrice du **CIDFF Gard**, s'inquiète : «La pression incroyable du confinement est passée (+52% en 2020), mais la violence est croissante en intensité, de plus en plus physique et sexuelle. Des tentatives de strangulation, des coups extrêmement violents... On a toujours peur, particulièrement pour les victimes en situation de handicap, plus vulnérables».

Depuis quelques mois, avec la sortie du **Covid**, «les gens sont de plus en plus énervés. Un RV sur deux n'est pas honoré, même avec nos médecins ou nos avocats.... Et avec la guerre en Ukraine, c'est encore pire». Abreuvés de haine sur les réseaux sociaux, «ils nourrissent leur anxiété et la violence entre avec plus de force entre les murs du foyer...». Un climat délétère perturbant.

L'incident du **policier** qui traite une femme de p...? «Ici, ça n'aurait pas pu exister. On a créé des formations. Ça fait dix ans que nous intervenons en formation initiale et continue à l'école de police et un grand projet est en cours avec la gendarmerie pour avril».

## Un plan d'urgence et des moyens

Pionnière, notamment, de la grille évaluation danger, d'un protocole **fémicide** pour les enfants, d'une enquête en 2000, «bien avant MeToo», sur la violence intraconjugale, le CIDFF est entendu des forces de l'ordre. «On progresse sur la prise en charge. Les **délais** pour les ordonnances sont améliorés, mais on n'en demande pas assez».

L'Etat a mis en place de nombreux dispositifs et annonce **1 Md€** d'engagement financier... Mais il faut «écouter et donner les moyens d'agir aux associations qui y ont joué un vrai rôle. La fédération nationale des CIDFF a fait une pétition à tous les candidats. C'est un vrai **plan d'urgence** qu'il nous faut», explique-t-elle, décrivant «un découragement alors qu'on a de plus en plus d'appels à l'aide. Sans moyens comment fait-on? On nous supprime des nuitées d'hôtel, etc... On passe la moitié de notre temps à chercher des subventions».

Or, le **CIDFF** n'est pas «une asso ordinaire». Quinquagénaire, professionnelle, l'asso, **agrée** par l'Etat, a une mission de service public et d'accès aux droits, «on devrait avoir d'autres statuts» revendique-t-elle. Enfin, «il manque une coordination nationale», relayée sur les préfetures, placée sous l'égide du Président de la République, «comme au Québec où, en 24h, dans une situation inquiétante, tout le monde est contacté et travaille aux réponses..on a tous les ingrédients, ça ne suffit pas pour que la mayonnaise prenne».

Le CIDFF a reçu 7 281 personnes en 2021, dont **3 265 victimes** de violences sexistes et 310 hommes victimes de violences conjugales. La nouveauté 2022, ce sera un dispositif directement dans les murs du commissariat.